

Jean Rivière

ESO-CAEN
UNIVERSITÉ CAEN-BASSE-NORMANDIE - UMR 6590 - CNRS

« On enregistre peu de différences entre le vote des banlieues ouvrières pavillonnaires ou non, et une enquête récente [...] a montré qu'au niveau des bureaux de vote, on n'en enregistre guère non plus entre quartiers pavillonnaires et grands ensembles. La classe d'âge, la catégorie socioprofessionnelle et le niveau de vie semblent ici jouer un rôle infiniment supérieur à l'habitat » (Raymond, 1966)

« Même banlieue nord de Paris, même commune mais des choix politiques aux antipodes. Une rue seulement sépare ces deux secteurs électoraux de Villepinte (Seine-Saint-Denis) mais c'est un gouffre sur le plan du vote. D'un côté, le quartier du Vert-Galant, une zone de pavillons assez modestes, où Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen obtiennent au total 50 % des suffrages, contre un peu plus de 23 % pour Ségolène Royal. De l'autre côté, un quartier sensible, appelé Fontaine Mallet, où Ségolène Royal recueille 44 % des suffrages, contre 27 % au total pour MM. Le Pen et Sarkozy. De manière explicite, les électeurs de la zone pavillonnaire ont voté contre les « racailles » et pour une politique de l'ordre » (Bronner, 2007).

Quatre décennies se sont écoulées entre ces deux analyses. Que s'est-il passé entre-temps ? C'est à cette question que j'ai tenté d'apporter quelques éléments de réponse dans le cadre d'une thèse de géographie récemment soutenue à l'Université de Caen (Rivière, 2009) et intitulée *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008)*. À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz, Perpignan). En fait, et plus exactement, ce travail invite à une exploration des rapports entre le processus de périurbanisation, les changements sociaux qu'il entraîne aux lieux d'arrivée et les comportements électoraux que ces mutations participent à produire. Dans un contexte de débats sur les registres explicatifs mobi-

lisés pour comprendre les pratiques électorales en géographie (Ripoll, Rivière, 2007 ; Lévy, 2007), ce texte souligne d'abord l'actualité scientifique de la question, qui renvoie plus largement à celle des mal nommées « classes moyennes » et de leurs supposées attitudes politiques. Les hypothèses qui ont guidé les investigations empiriques sont ensuite présentées, tout comme les matériaux mobilisés pour les interroger ainsi que les méthodes et les techniques utilisés pour les traiter. La nécessité de convergences pluridisciplinaires, qui passent entre autre par des convergences théoriques et méthodologiques, est finalement soulignée en guise de conclusion.

1. LE « PÉRIURBAIN » ET LES « CLASSES MOYENNES », DES OBJETS SCIENTIFIQUES RÉCEMMENT RÉINVESTIS

1a. Les images savantes du périurbain...

Depuis une quinzaine d'année, les espaces périurbains sont l'objet d'une attention croissante de la part des géographes français. Cela rappelle que certains objets de recherche qui polarisent l'attention pendant un temps dans un champ disciplinaire, en l'occurrence les décennies 1970-1980 pour le « périurbain », sont délaissés puis réinvestis par la suite. Revisitant les travaux de cette époque, la plupart des recherches récentes ont clairement mis en évidence l'actualité des processus qui alimentent la périurbanisation, notamment auprès des jeunes ménages. Ces recherches prennent-elles en compte les questions politiques et leur composante électorale ?

Certains ont souligné les logiques profondément politiques des constructions intercommunales périurbaines (Vanier, 2008). D'autres ont insisté sur la tendance à la fragmentation sociale et politique des communes périurbaines en abordant explicitement la montée de l'extrême droite dans les « tissus périurbains français » (Charmes, 2003, 2009). Les dimensions politiques et électorales sont également présentes en filigrane à plusieurs recherches portant sur les « modes d'habiter », soit parce que ces travaux reviennent sur la

dimension idéologique des politiques publiques favorisant l'accès à la propriété, soit parce qu'ils envisagent les choix électoraux comme symptômes de situations et de trajectoires sociales spécifiques. Ainsi, aux racines de la thèse de L. Rougé (2005), se trouve le constat des scores élevés du Front National dans le périurbain lointain toulousain dès le scrutin présidentiel de 1995, constat qui l'a amené à porter un regard sensible sur ce type d'espace résidentiel puis à y déceler la figure des « captifs ». Lors de l'élection présidentielle suivante, ces choix électoraux ont de nouveau attiré l'attention des géographes, au point de les voir évoqués dans la définition même du terme périurbain dans un dictionnaire récent : « Le vote pour les partis tribunitiens (extrême droite + extrême gauche) au 1er tour de la présidentielle française de 2002 montre à cet égard que le périurbain est devenu un principe de découpage très prédictif de l'expression politique protestataire » (Cailly, 2003 : 708). Ici, la définition d'un type d'espace est en partie fondée sur certains choix électoraux qu'on y observe, ceux-ci étant désignés sous le vocable pour le moins flou de « protestataire », ce qui revient à attribuer d'emblée à ces expressions politiques un sens potentiellement extérieur à celui que leurs donnent les acteurs qui les produisent.

En fait et dans un contexte d'explosion des travaux sur le périurbain français, les caractéristiques électorales de ces espaces sont présentes de manière sous-jacente ou allusive dans de nombreuses publications, sans jamais être abordées de front, de sorte que cette question spécifique constitue une importante lacune scientifique, du moins chez les géographes. Est-ce le cas ailleurs ? Dans l'état qu'il dresse des « angles morts de la sociologie française », S. Beaud déplore que « les zones pavillonnaires et le mouvement d'accès à la propriété, pourtant massifs depuis vingt ans, apparaissent comme « sous-enquêtés » (2006 : 465). Les carences d'étude semblent donc plus importantes encore du côté de la sociologie. Mais si S. Beaud en vient à évoquer des distorsions dans le nombre de travaux consacrés aux différents types d'espaces résidentiels dans sa discipline, c'est en partie pour illustrer la « causalité circulaire » entre la dévaluation de la catégorie de « classe » dans le langage savant et l'affaiblissement de cette catégorie d'analyse tel qu'il est entériné par les sciences sociales, et notamment par la sociologie.

C'est dire que ce raisonnement repose sur une homologie entre grands ensembles et classes populaires d'un côté, et entre habitat pavillonnaire et classe moyenne de l'autre. Or dans la mesure où la définition du pavillonnaire est intimement liée à celle du périurbain et réciproquement, on comprend mieux que l'espace périurbain soit considéré comme l'espace résidentiel des « classes moyennes » par excellence. Bien qu'elle ait probablement des racines plus anciennes, cette homologie et les deux couples sur lesquels elle s'appuie, renvoient à des travaux sociologiques des années 1960-70, en particulier au célèbre article de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire intitulé *Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement* (1970) et publié quelques années seulement après les travaux fondateurs de l'équipe de Lefebvre sur les pavillonnaires. Critiquant les analyses dominantes de l'époque qui isolent les grands ensembles des contextes urbains dans lesquels ils s'inscrivent, ce qui tend à ériger leur habitants en catégorie désincarnée, ces sociologues rappellent que : « L'image catastrophique du grand ensemble doit quelque chose à ces conditions : ce complexe, où la part de population ouvrière est forte, voisine en effet avec un quartier de petits pavillons construits aux environs de 1930 et occupés principalement par des sujets de classe moyenne, pour la plupart retraités [...] » (1970 : 5-6).

Une trentaine d'années plus tard, cette homologie a été fortement réactivée par un numéro thématique de la revue *Esprit*, dans lequel J. Donzelot a proposé l'idée d'une « ville à trois vitesses » (2004). Dans le cadre de ce modèle doublement ternaire, le processus de périurbanisation nourri par les classes moyennes répond à celui de la gentrification des centres-villes par les classes supérieures d'un côté et à celui de la relégation des classes populaires dans les cités d'habitat social de l'autre. Là encore, et dans le paysage scientifique et politique de l'après-2002, les considérations électorales sont présentes en pointillés, mais ce n'est plus de votes d'extrême droite qu'il est question mais d'un vote qualifié de protestataire : « On a pu constater lors des dernières consultations électorales un fort accroissement du vote protestataire dans le secteur périurbain. Comment les couches moyennes, qui peuplent le périurbain, pouvaient-elles apporter quelque crédit à un discours qui brandit le thème d'une insécurité croissante et d'un abandon des braves gens au profit des immigrés des

cités et des riches « bobos » des centres-villes ? » (Donzelot, 2004 : 17). Dans un article au titre explicite « L'espace périurbain, un univers pour les classes moyennes », M.-C. Jaillet (2004) a affiné la construction de ce modèle pour ce qui est des espaces périurbains, non sans évoquer également les expressions électorales qui s'y expriment. Un an plus tôt, elle cosignait d'ailleurs un texte sur « Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes » (Jaillet et al., 2003), texte dans lequel les auteurs soulignent le passage progressif de la figure de l'engagement à celle du retrait de la vie politique municipale en analysant les rapports au local des « captifs » du périurbain au début des années 2000 (Rougé, 2005) de manière symétrique à ceux des « aventuriers du quotidien » des années 1980 (Bidou, 1984).

Mais en comparant à trois décennies d'intervalle deux fractions des couches moyennes pourtant différentes par bien des aspects, M.-C. Jaillet et al. participent à biaiser les regards scientifiques portés sur ces groupes et sur leurs espaces de résidence (Bacqué, Vermeersch, 2007), une tendance que l'on retrouve parfois dans certains travaux de L. Chauvel (2006).

1b (...) calquées sur celle des « classes moyennes »

En adoptant une posture de surplomb vis-à-vis de ces travaux, on acquiert en effet rapidement la conviction, somme toute assez banale, que les représentations savantes construites à propos des espaces résidentiels sont largement tributaires du regard porté sur les catégories d'habitants qui y vivent. Selon les contextes socio-historiques, l'image du périurbain est donc forgée en fonction de la manière dont sont appréhendées les « classes moyennes » (et réciproquement) selon un double point de vue : social et politique. Or, sur ces deux plans, les lectures contemporaines proposées de la situation des « classes moyennes » diffèrent profondément de celles des années 1970-1980¹.

À cette époque qui est aussi celle de l'après 1968, les couches moyennes sont vues comme des acteurs

majeurs des transformations sociétales en cours. Elles sont tantôt décrites comme « nouvelle classe », comme « classe alternative » ou comme des « aventuriers du quotidien » quand elles investissent les communes périurbaines, mais aussi leurs mairies (*Géographie sociale*, n° 2). Ce sont avant tout des groupes caractérisés par leurs trajectoires sociales ascendantes qui sont décrits par les nombreuses recherches de l'époque (entre autres : Baudelot, Establet, Malemort, 1974 ; Boltanski, 1982 ; Bidou, Dagnaud, Duriez, Ion, Mehl, Pinçon-Charlot, Tricart, 1983). Mais paradoxalement, la thématique des classes moyennes acquiert sa légitimité à un moment où la sociologie française délaisse la question des classes sociales (Bidou, 2004). Ces dernières années, plusieurs sociologues (entre autres Beaud, 2007) ont cependant noté un certain « retour des classes sociales » (Chauvel, 2001) qui se manifeste par plusieurs publications importantes (Bouffartigue, 2004 ; Pfefferkorn, 2007)². Dans ce contexte scientifique, le portrait qui est dressé des « classes moyennes » des années 2000 contraste nettement avec le précédent :

« Déstabilisées ou à la dérive, repliées sur elles-mêmes ou sécessionnistes, baby-boomers contre baby-loosers : dans la période récente, les couches moyennes n'en finissent pas d'inspirer médias, responsables politiques et sociologues. Elles seraient la nouvelle question sociale, éclipsant ponctuellement celle de l'exclusion. Elles sont à ménager, à soulager parce que les garantes de la stabilité politique. On se dispute leurs voix. On les plaint souvent, on les accuse parfois, on ne se réjouit en tout cas jamais de leur état. Ces visions parfois contradictoires, rarement positives, rencontrent la critique du mouvement de 1968 et de son projet de société, jugé inabouti, détourné ou même nocif. La génération du baby-boom, qui n'aurait été finalement porteuse que de ses seuls intérêts petits bourgeois, est alors rendue responsable de tous les maux de ses enfants et petits-enfants » (Bacqué, Vermeersch, 2007 : 7).

1- Pour une lecture de ces inflexions temporelles et des « métamorphoses des classes moyennes », voir le récent ouvrage *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68* de Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch (2007). Voir aussi l'article « Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses » paru dans *Éducation et Sociétés* (Bidou, 2004).

2- Ce dernier note d'ailleurs : « Depuis 2002, on ne compte plus les numéros spéciaux de revues ou les ouvrages collectifs centrés sur le retour ou le renouveau des classes sociales. Le choc de l'élection de 2002, avec la présence d'un candidat d'extrême droite au second tour, aurait même accéléré le phénomène, comme en témoignent Claude Martin et Jean-Noël Chopart » (Pfefferkorn, 2007, 144-145).

Aux antipodes des « classes » en ascension des années 1970-1980, les « classes » moyennes d'aujourd'hui sont appréhendées comme autant de groupes en perte de vitesse, à l'image du succès médiatique de l'ouvrage de L. Chauvel sur Les classes moyennes à la dérive (2006) ou de celui, plus récent encore, de C. Peugny sobrement intitulé Le déclassé (2009). Ces lectures universitaires des évolutions de la stratification sociale ont une résonance directement politique, comme en témoigne le fait que l'essai Le descenseur social (Guiber, Mergier, 2006) soit édité dans la collection de la fondation Jean Jaurès, un think-tank du parti socialiste. Et la première page de l'ouvrage d'évoquer, pêle-mêle, l'issue (négative) du référendum de 2005 sur le TCE, l'élimination du candidat du PS en 2002 à cause des scores de l'extrême droite et de l'extrême gauche, etc. Là encore, les supposées propriétés politiques de ces couches moyennes tranchent donc avec celles prêtées aux groupes en ascension des années 1970-80.

À l'époque, ces affinités électorales ont d'ailleurs été étudiées par des politistes qui appréhendaient avec finesse les choix électoraux des couches moyennes dans leur diversité (Lavau, Grunberg, Mayer, 1983). Leurs travaux ont ainsi montré en quoi, à l'époque, ces groupes figuraient au centre de la stratégie politique giscardienne qui visait à convaincre de la pertinence de la démarche centriste par une homologie du social et du politique : « Le «groupe central» est une dénégation de la coupure de la société en deux classes antagonistes ; cette dénégation s'en double d'une autre au niveau de l'espace politique vu, lui aussi, selon une représentation ternaire qui est une légitimation du centre. [...] L'homologie des structures sociales et des structures politiques est d'ailleurs si parfaite que le centre politique est doté du même présent et du même avenir que le «groupe central» lui-même » (1983 : 248). Autrement dit, il a vocation à devenir majoritaire et à permettre à Valéry Giscard d'Estaing de se maintenir au pouvoir. Dans le cadre du Programme commun, certaines fractions des couches moyennes porteront pourtant F. Mitterrand au pouvoir, cette élection constituant l'incarnation de leur adhésion en faveur de la gauche socialiste et plus largement à la gauche modérée, d'où la figure du « périurbain rose ».

Que retenir de ce rapide tour d'horizon ? L'existence de relations étroites entre positions dans l'espace géo-

graphique, dans l'espace social et dans l'espace politique ? L'impression d'un espace périurbain dévalorisé ? L'idée de classes moyennes pavillonnaires massivement déclassées ? Le sentiment que leurs prises de positions électorales sont stigmatisées par le biais des qualificatifs de « protestataires » ou de « tribunitiennes » dont elles sont parfois affublées ? Parce qu'elles sont d'une actualité brûlante, ces images savantes, çà et là déconstruites, circulent abondamment dans le champ médiatique et sont remobilisées dans le champ politique. Scientifiquement comme socialement, il y a donc urgence à s'y pencher spécifiquement pour discuter leur réalité empirique, les nuancer voire les déconstruire le cas échéant³.

2. UN PLURALISME MÉTHODOLOGIQUE AU SERVICE D'UNE GÉOGRAPHIE INSCRITE « DE PLAIN-PIED »⁴ DANS LES SCIENCES SOCIALES

Ces questions sont éminemment pluridisciplinaires et l'objet de mes recherches se place au carrefour de trois disciplines qui s'intéressent dans des proportions très variables aux comportements électoraux : la géographie, la sociologie et la science politique. Ce positionnement implique un usage décomplexé de références, de concepts, de méthodes et de techniques plus ou moins directement associées à ces trois disciplines, comme en témoignent les hypothèses qui guident les analyses empiriques et le cheminement adopté pour les valider ou les infirmer.

2a. La construction du corpus d'hypothèses : participer au renouvellement du champ de l'analyse électorale d'un double point de vue

C'est par un travail de lecture de travaux portant sur les conséquences électorales des changements sociaux périurbains que les hypothèses ont progressivement été construites (figure 1). C'est aussi la raison pour laquelle j'ai choisi d'énoncer une première hypothèse historiographique. De ce balayage bibliographique sont ressortis des angles morts, des questions laissées en suspend ou des constats anciens trop sou-

3- Précisons, s'il en est besoin, qu'il s'agissait de tenter d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions dont la portée dépasse très largement l'ambition d'une thèse.

4- Cette expression est empruntée aux travaux de Fabrice Ripoll et de Vincent Veschambre.

Figure 1 - Les hypothèses de recherche⁵

Hypothèse 1 (H1) : Depuis les années 1950, la structuration croissante de l'espace français par les villes tend à infléchir les regards scientifiques des chercheurs de différentes (sous)disciplines dont l'objet est la compréhension du vote.

(H1A) : Certains travaux de science politique critiquent fortement l'idée d'une nationalisation des comportements électoraux, idée qui prévaut pourtant en France depuis les années 1990. Dans un contexte pluridisciplinaire (non sans concurrence), on peut alors faire l'hypothèse que l'impasse explicative (qui est aussi une crise méthodologique) dans laquelle se trouvent les électoralistes qui défendent la thèse de la nationalisation pousse en retour les géographes - d'ordinaire dominés dans le champ des études électorales - à promouvoir le rôle de l'espace dans l'explication du vote.

(H1B) : Mais il est aussi possible de soutenir l'hypothèse, apparemment inverse, qui consiste à poser que c'est parce que des géographes français ont récemment souligné l'organisation concentrique des votes en fonction de la distance à la ville, faisant du clivage électoral urbain-rural une de leurs principales grilles de lecture des votes, que des politistes ont redécouvert l'intérêt d'étudier la distribution spatiale des comportements électoraux.

(H2) : On considère cependant que les choix électoraux des habitants des espaces périurbains doivent être éclairés par l'étude de leurs appartenances sociales.

(H2A) : Les processus économiques survenus depuis la fin des Trente Glorieuses affectent profondément les formes de la division sociale de l'espace, qui doit donc être pensée à une échelle géographique bien plus large que celle des seuls espaces urbains agglomérés. On pose alors que les transformations de la division sociale des aires urbaines bouleversent les mondes socio-politiques ruraux préexistants et participent à redessiner les traits de la carte électorale française à plusieurs échelles.

(H2B) : En raison de l'importance de ces changements dans les espaces périurbains où les mobilités géographiques et sociales sont très fortes, on considère que l'analyse des choix électoraux des habitants doit intégrer non seulement leurs positions sociales mais aussi mettre l'accent sur leurs trajectoires. On avance en particulier que le processus de fragilisation du régime du salariat en cours depuis les années 1980 et la montée du déclassé qui en résulte ont des conséquences sur la manière dont les individus perçoivent leur place et leur avenir dans la société et influencent leurs dispositions politiques et leurs comportements électoraux. Cela dit, on fait l'hypothèse que les effets électoraux des propriétés sociales ne sont pas univoques dans l'espace et peuvent se traduire politiquement de manière contrastée d'un lieu à l'autre.

(H3) : Pour les ménages périurbains, la dimension symbolique du projet d'accession à la propriété est centrale mais son accomplissement réclame des efforts financiers dont l'ampleur est variable. La perception des transformations de leurs environnements sociaux participe donc de manière différentielle à la formation des opinions politiques des habitants et aux votes qui en découlent.

(H3A) : Autrement dit, on peut penser que les représentations qu'entretiennent les habitants à propos des contextes sociaux et résidentiels dans lesquels ils évoluent quotidiennement jouent sur leurs choix électoraux, y compris lors des consultations de portée nationale comme les élections présidentielles. Plus précisément, on peut considérer que la manière dont ils perçoivent les évolutions de ces contextes joue un rôle dans l'isoloir et en dehors, en tant qu'elles peuvent mettre en péril les conditions nécessaires au maintien de leur position sociale (qu'elle soit reproduite ou nouvellement acquise).

(H3B) : Pour les mêmes raisons, on fait l'hypothèse que la question de l'étalement urbain constitue un enjeu important lors des scrutins municipaux des communes périurbaines, dans la mesure où les politiques d'incitation, de régulation ou de limitation de l'urbanisation relèvent en grande partie de leur champ de compétence politique. On avance que les habitants du périurbain, soucieux de l'accomplissement de ce qu'ils perçoivent comme une trajectoire ascendante, sont particulièrement sensibles aux modifications de leurs environnements résidentiels et tendent à soutenir des équipes municipales qui ont tout intérêt à prôner la limitation de l'urbanisation pour être en phase avec les attentes de leurs électeurs potentiels.

5- Les trois principales hypothèses sont notées de H1 à H3 et leurs déclinaisons en sous-hypothèses notées H1A, H1B, etc.

vent « ringardisés » et dont il a semblé intéressant de questionner la pertinence en les interrogeant empiriquement.

Ce corpus d'hypothèse est finalement animé par une double ambition. Il s'agit d'une part de démontrer l'intérêt d'analyses contextualisées des pratiques électorales. En effet et durant les années 1970-80, certains politistes français se font les fervents défenseurs de l'analyse contextuelle des votes (Michelat, 1975 ; Mayer, Michelat, 1981 ; Derivry, Dogan, 1986), alors que le sondage d'opinion tend au même moment à s'imposer comme seule technique légitime. À peu près à la même époque, les géographes hexagonaux redécouvrent une partie de l'héritage laissé par Siegfried et l'étude des comportements électoraux constitue un des leviers de l'émergence de la géographie sociale qui s'intéresse alors à l'étude des comportements qu'ils soient politiques, religieux ou scolaires. Pour autant et si ces géographes s'intéressent aux questions électorales, c'est avant tout – la démocratisation et la puissance des outils de la statistique et de la cartographie aidant – pour étudier à l'aide de données agrégées la distribution spatiale des votes, puis la croiser avec des indicateurs socio-économiques supposés explicatifs (*Géographie sociale*, n° 6 et 7). Ils mettent ainsi en œuvre de très classiques approches écologiques mais qui n'ont rien de contextuelles pour autant, alors même qu'ils tentent parallèlement de théoriser un effet de lieu défini comme « structure d'une résistance localisée » (Frémont et al., 1984 : 179) qui aurait largement pu nourrir des approches électorales très novatrices, les inerties de la carte électorale française étant d'ailleurs citées en exemple. Si certains esquissent bien quelques critiques sur le manque de contextualisation des analyses de la sociologie électorale la plus classique (Buléon, 1986), celles-ci n'envisagent pas de chantiers empiriques à la hauteur des questions soulevées. De ce point de vue, ces chantiers restent donc à entreprendre

D'autre part, l'objectif est de contribuer au renouvellement des systèmes explicatifs du vote en envisageant les modalités de recombinaison des « variables lourdes » de la sociologie électorale, c'est-à-dire de recourir à des « formes évoluées des clivages de condition et de position de classe » (Dupoirier, 2004 : 186). Pourtant, une telle approche est régulièrement décriée par certains tenants de la science politique canonique qui concourent à ce que soit « volontiers répudié

comme sociologiste et passéiste tout programme de recherche tentant de mettre en relation positions sociales, dispositions politiques et prises de position électorales » (Lehingue, 2001 : 857). On considère néanmoins que cette démarche est plus que jamais d'actualité, en particulier en contexte(s) périurbain(s). Ces espaces accueillent en effet des ménages qui ont fait l'arbitrage, contraint par les marchés immobiliers locaux, de l'installation dans des espaces situés à bonne distance des centres urbains où ils travaillent, cette installation passant généralement par l'achat d'une maison individuelle souvent effectué à crédit. On peut ainsi faire l'hypothèse, formulée dès H. Raymond (1966), que les politiques d'accession à la propriété relancées sous V. Giscard d'Estaing et théorisées ensuite dans son ouvrage *Deux français sur trois* (1984) ont eu des effets électoraux importants sur les pavillonnaires qui en ont bénéficié. Presque vingt ans après la parution du numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales* (1990, n° 81-82) consacré à la maison individuelle, les catégories sociales ayant eu accès aux PTZ (Prêt à Taux Zéro) des années 1990 sont plus diversifiées et situées de plus en plus fréquemment dans les mondes populaires.

Or les travaux sur la figure des « captifs du périurbain » (Rougé, 2005) ont justement mis à jour les liens entre la montée des votes d'extrême droite dans les espaces périurbains les plus éloignés et les trajectoires d'accession mal maîtrisées des ménages les plus populaires qui peuvent aller jusqu'à entraîner des phénomènes de surendettement (Giully, Noyé, 2004) et souvent un sentiment d'échec face à ce qui était imaginé au départ comme une trajectoire ascendante. Pour saisir l'impact des transformations structurelles qui affectent le régime du salariat (Castel, 1995), il a semblé essentiel d'affiner la lecture des votes généralement proposée en mettant l'accent sur les trajectoires sociales et notamment sur les statuts et les perceptions au sein du monde du travail, en faisant l'hypothèse que ces questions étaient centrales pour des ménages souvent biactifs et souscripteurs de crédits bancaires, et pour lesquels la perte (ou la perspective de la perte) d'un emploi peut remettre en cause la viabilité financière du projet d'accession à la propriété, entraînant des désillusions qui ne peuvent pas être sans effets sur les choix électoraux.

Finalement, ce sont donc les effets politiques des nouvelles formes d'inégalités sociales qui sont placés au cœur de l'analyse, ce qui correspond d'ailleurs à une carence contemporaine de l'analyse électorale française. Questionner ce corpus d'hypothèses a impliqué la construction d'un protocole méthodologique pluriel.

2b. Complémentarité des matériaux, des méthodes et des techniques

Au début des années 1980 et à un moment où les disciplines des sciences sociales étaient moins proches qu'aujourd'hui, les auteurs du « manuel » Géographie sociale n'en rappelaient pas moins l'importance du recours à des échelles géographiques d'observation très différentes et du « va-et-vient incessant entre ces niveaux d'analyse et la reconnaissance de l'emboîtement des échelles, [qui] conduisent à utiliser des méthodes variées qui sont, à l'échelle macro-géographique sur de grands ensembles spatiaux, celles de la statistique, et à l'échelle élémentaire qui sont celles de l'enquête du sociologue (Frémont et al., 1984 : 154-155). Plus récemment, le sociologue J.-C. Passeron (1997) a avancé l'idée selon laquelle ces disciplines sont caractérisées par des degrés différents de métissage méthodologique plus que par des différences d'objet. Dans la mesure où il considère que c'est la formule du métissage qui permet d'identifier une science sociale par sa dominance, la figure 2 présente le dosage pour ce qui est de mon travail.

Celui-ci articule ainsi des matériaux dits écologiques (agrégés selon plusieurs échelles géographiques) à des matériaux individuels (qui relèvent de l'échelle d'un habitant)⁶. En effet et avec l'analyse conjointe de ces deux types de matériaux, le risque d'erreur écologique disparaît tandis que le risque de dérive atomiste est limité à la fois par la contextualisation géographique de l'analyse et par l'importance des questions portant sur les collectifs sociaux d'appartenance de l'enquêté. Ce choix découle de la nécessité de saisir les pratiques électorales dans leurs contextes de production effec-

tive, c'est-à-dire là où elles ont lieu et où elles prennent sens. L'ordre dans lequel interviennent ces matériaux (et le niveau géographique auquel ils renvoient) traduit la volonté de partir du cadre spatial le plus large, c'est-à-dire le cadre national, pour se rapprocher progressivement des individus sur un mode de plus en plus qualitatif. Cette thèse s'appuie donc de manière étroite sur la notion de changement d'échelle, qui est au cœur du raisonnement géographique. Par là, elle est fondée sur des démarches comparatives successives dans le sens où les objets spatiaux mis en tension constituent autant de « cas » qui permettent de nourrir des constats de portée plus générale (Passeron, Revel, 2005). Le titre de la thèse exprime ainsi l'idée qu'il s'agit d'un propos éclairant les dynamiques à l'œuvre dans les espaces périurbains français de manière générale, tout en précisant qu'il est construit à travers les cas de trois aires urbaines moyennes. La dimension comparative est également présente sur un mode diachronique dans l'intérêt porté à la question des temporalités. Ainsi et tandis que les premières analyses cherchent à réinscrire les processus étudiés dans leur profondeur historique, les matériaux analysés se font plus contemporains à mesure que le raisonnement progresse.

Plus largement, un des objectifs de ce travail réside dans le fait de démontrer que la multiplication des sources et des méthodes présente des avantages croisés et cumulatifs, de sorte que l'exploitation de matériaux d'une nature peut être éclairée par les résultats obtenus grâce à des données de nature différente. Il en ressort que quels que soient les matériaux mobilisés, les analyses empiriques montrent qu'en contexte(s) périurbain(s) comme ailleurs, les positions et trajectoires socio-résidentielles des habitants pèsent bien plus lourd sur la formation de leurs opinions politiques et sur leurs choix électoraux que les « gradients d'urbanité » (Lévy, 2007) censés constituer aujourd'hui le meilleur indicateur du vote.

En guise de conclusion : vers des convergences pluridisciplinaires

Cette volonté de diversifier les points de vue et les angles d'attaque dans l'étude des comportements politiques semble d'autant plus nécessaire que le champ de l'analyse électorale est caractérisé par une (trop) forte routinisation des approches méthodologiques et

6- Cette césure majeure (pourtant peu productive) chez les « électoralistes » recoupe aussi le clivage entre les bases de données qui ont fait l'objet d'analyses secondaires (recensements de l'INSEE, résultats électoraux diffusés par le ministère de l'Intérieur) et les données qui ont été produites dans le cadre de la thèse (questionnaires « sortie des urnes » réalisés à l'occasion du scrutin présidentiel de 2007 dans huit communes des trois aires urbaines, entretiens, observations de terrain).

Figure 2 - Mouvement général de la thèse

Structure de la thèse		Hypothèse testée (cf. figure 1)	Nature des matériaux empiriques et type d'approche		Contours spatiaux et historiques des matériaux empiriques	
1 ^{ère} PARTIE	Chapitre 1. Un périurbain devenu central	H _{1A} et H _{1B}	Ouvrages et articles scientifiques	Historiographique	France, États-Unis, Angleterre	1950-2002
	Chapitre 2. Un périurbain désormais pathogène	H _{1A} et H _{1B}	Ouvrages et articles scientifiques	Historiographique et critique théorique	France essentiellement	2002-2007
2 ^{ème} PARTIE	Chapitre 3. La carte électorale française remodelée	H _{2A}	Données agrégées INSEE / élections	Quantitative multivariée,	Ensemble des cantons français, aires urbaines de + de 200 000 hab.	1995-2007
	Chapitre 4. La mutation des configurations socio-électorales	H _{2A}	Données agrégées INSEE / élections	Quantitative multivariée, cartographique	Communes des aires urbaines de Caen, Metz et Perpignan	1968-2007
3 ^{ème} PARTIE	Chapitre 5. Des effets de position structurels ...	H _{2B}	Questionnaire « sortie des urne », listes électorales	Quantitative bivariée	Huit communes des aires urbaines de Caen, Metz et Perpignan	2007
	Chapitre 6. ... et des effets de contexte non- négligeables	H _{2B} et H _{3A}	Questionnaire « sortie des urne », données agrégées INSEE / élections	Quantitative multivariée	Huit communes des aires urbaines de Caen, Metz et Perpignan	2007
4 ^{ème} PARTIE	Chapitre 7. Les demandes électorales municipales	H _{3A}	Entretiens, photo, questionnaire « sortie des urnes »	Qualitative appuyée sur démarche quantitative	Deux communes de l'aire urbaine de Caen	2008
	Chapitre 8. Les offres électorales municipales	H _{3B}	Entretiens, photos, observations de terrain, base <i>Ouest- France</i> sur les municipales	Essentiellement qualitative, cartographique	Deux communes de l'aire urbaine de Caen, échantillon de communes de cette aire urbaine	2008
Inflexions des registres d'analyse			Exhaustifs ↓ Partiels	Quantitative ↓ Qualitative	Macro ↓ Micro	Passé ↓ Présent

des perspectives explicatives, comme l'a récemment rappelé une politiste sensible aux contextes de production des comportements électoraux :

« L'avantage que présente une telle approche [qui articule données écologiques et individuelles et cherche à identifier les systèmes de contextes dans lesquels s'inscrivent les acteurs sociaux] est, en outre, de tracer les lignes à suivre pour rendre les conclusions des différents travaux que nous avons analysés cumulables dans un modèle explicatif du vote susceptible de concurrencer le modèle encore dominant aujourd'hui de l'électeur « rationnel et motivé » » (Braconnier, 2009 : 157).

Parallèlement, et comme en témoignent des travaux récents dans des terrains urbains centraux (Agrikoliansky, Heurtaux, Le Grignou, Soubiron, 2008), dans des quartiers populaires de grands ensembles (Braconnier, Dormagen, 2007), dans des quartiers pavillonnaires urbains de « petits moyens » (Cartier, Coutant, Masclat, Siblot, 2008), dans des quartiers pavillonnaires périurbains aisés (Desage, 2005) ou dans des espaces ruraux (Pierru, Vignon, 2005, 2006), le champ de l'analyse électorale est aujourd'hui caractérisé par un regain des analyses contextuelles qui crée les conditions de possibilité de rapprochements pluridisciplinaires. C'est à ce mouvement d'unification du champ des sciences sociales qu'entend modestement contribuer ce travail. Les tenants d'une géographie sociale souhaitant rester fidèles à l'esprit d'un courant critique et centré sur l'étude de la dimension spatiale des inégalités sociales devraient d'ailleurs y contribuer également, dans un contexte contemporain où il semble pour le moins nécessaire de rappeler que tout n'est pas que choix rationnel, mais que des structures sociales pèsent sur les comportements des acteurs sociaux, y compris derrière les rideaux de l'isoloir.

Références bibliographiques

- *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, « L'économie de la maison », n°81-82, 121 p.
- Agrikoliansky E., Heurtaux J., Le Grignou B., Soubiron A., 2008, « Comment la campagne (dé)fait les partis politiques. Quelques notes d'observations ethnographiques sur les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens », communication à la journée d'étude *Les processus électoraux dans les grandes agglomérations françaises*, organisée par le GAEL et le SPIRIT, Bordeaux, 19-20 mai.
- Bacqué M.-H., Vermeersch S., 2007, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Paris, Éditions de l'atelier – Les éditions ouvrières, 176 p.
- Baudelot C., Establet R., Malemort J., 1974, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 306 p.
- Beaud S., 2007, « La gauche et les classes populaires, de l'éclipse au renouveau », *Mouvements*, n°50, 2, p. 66-78.
- Beaud S., 2006, « Les angles morts de la sociologie française », in Beaud S., Confavreux L. (dirs), Lindgaard L., *La France invisible*, Paris, La découverte, 647 p., p. 459-472.
- Bidou C., 2004, « Les classes moyennes : définitions, travaux, controverses », *Éducation et Sociétés*, n°14, 2, pp. 119-134.
- Bidou C., Dagnaud M., Duriez B., Ion J., Mehl D., Pinçon Charlot M., Tricart J.-P., 1983, *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Rapport pour le ministère de l'équipement et du logement, 389 p.
- Boltanski L., 1982, *Les Cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, 528 p.
- Bouffartigue P. (dir.), 2004, *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 286 p.
- Braconnier C., 2009, *Comprendre les comportements électoraux par les approches environnementales*, Mémoire d'HDR en science politique, Université de Cergy-Pontoise, 187 p.
- Braconnier C., Dormagen J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 259 p.
- Bronner L., 2007, « Pavillons contre HLM, le clivage des banlieues », *Le Monde*, 24 avril.

- Buléon P., 1987, « Comportements électoraux et données sociales en Basse-Normandie (1981-1986) », *Géographie sociale*, 6, p. 25-39.
- Cailly L., 2003, « Périurbain », dans Lévy J., Lusault M. (dirs), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1032 p, p. 706-708.
- Cartier M., Coutant I., Masclat O., Siblot Y., 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 324 p.
- Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Folio, 813 p.
- Chamboredon J.-C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, XI, pp. 3-33.
- Charmes E., 2009, *Les fragmentations périurbaines*, Mémoire d'HDR en géographie, Insitut d'études politiques de Paris, 379 p.
- Charmes E., 2003, *Les tissus périurbains français face à la menace des « gated communities »*. *Éléments pour un état des lieux*, Rapport PUCA - Mission ethnologie du Ministère de la culture, 253 p.
- Chauvel L., 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 109 p.
- Chauvel L., 2001, « Le retour des classes sociales », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359.
- Derivry D., Dogan M., 1986, « Religion, classe et politique en France. Six types de relations causales », *Revue française de science politique*, n°36, 2, p. 157-181.
- Desage, 2005, « Une commune résidentielle suburbaine en pleine campagne », in Lagroye J. et al., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, p. 59-88.
- Donzelot J., 2004, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n°303, pp. 7-42.
- Dupoirier E., 2004, « Dynamique de l'espace social et vote », in Cautrès B., Mayer N., *Le nouveau désordre électoral – Les leçons du 21 avril 2002*, Presses de Sciences Po, 412 p., p. 185-206.
- Frémont A., Chevalier J., Hérin R., Renard J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 387 p.
- *Géographie sociale*, 1988, « Élections et Géographie », n° 7, 408 p.
- *Géographie sociale*, 1987, « L'Ouest politique, 75 ans après Siegfried » n° 6, 312 p.
- *Géographie sociale*, 1985, « Les périphéries urbaines », n° 2, 272 p.
- Giscard d'Estaing, 1984, *Deux Français sur trois*, Paris, Flammarion, 266 p.
- Guibert P, Mergier A., 2006, *Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires*, Paris, Plon-Jean Jaurès, 145 p.
- Jaillet M.-C., Brévard L., Rougé L., 2003, « Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes ? », *Pouvoir local*, n°56, 1, p. 25-29.
- Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n°303, pp. 43-65.
- Lavau G., Grunberg G., Mayer N. (dir.), 1983, *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presse de la FNSP, 389 p.
- Lehingue P., 2001, « Sociologie critique », in Perribeau P., Reynié D., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 997 p., p. 856-858.
- Lévy J., 2007, « Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie », *Les annales de la recherche urbaine*, n°102, p. 131-140.
- Mayer N., Michelat G., 1981, « Les choix électoraux des petits commerçants et artisans en 1967, L'importance des variables contextuelles », *Revue française de sociologie*, 22, 4, p. 503-521.
- Michelat G., 1975, « Vote des groupes socioprofessionnels et variables contextuelles », *Revue française de science politique*, 25, n°5, p. 901-918.
- Passeron J.-C., 1997, « Le modèle, l'enquête et le récit », in Mayer N. (dir), *Les modèles explicatifs du vote*, Presses de Sciences Po, 326 p., pp. 19-43.
- Passeron J.-C., Revel J. (dir.), 2005, *Penser par cas. Raisonner à partir de singularités*, Paris, Ed. de l'EHESS, 292 p.
- Peugny C., 2009, *Le déclassé*, Paris, Éditions Grasset, 176 p.
- Pfefferkorn, 2007, *Inégalités et rapports sociaux : rapports de classes, rapports de sexes*, Paris, La Dispute, 412 p.
- Pierru E., Vignon S., 2006, « Déstabilisation des lieux d'intégration traditionnels et transformations de l'entre soir rural. L'exemple du département de la Somme », in C. Bessière, E. Doidy, O. Jacquet, G. Laferté, J. Mischi, N. Renahy, Y. Sencébé, *Les*

mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales, coordonné par , Editions Quae/Symposcience, pp. 273-289.

- Pierru E., Vignon S., 2005, « L'inconnue de l'équation FN : ruralité et vote d'extrême droite. Quelques éléments à propos de la Somme », in Antoine A., Mischi J., *Sociabilités et politique en milieu rural*, Presses universitaires de Rennes, p. 359-375.
- Raymond M.-G., 1966, *La politique pavillonnaire*, Paris, CRU, 360 p.
- Ripoll F., Rivière J., 2007, « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les annales de la recherche urbaine*, 102, pp. 121-130.
- Rivière J., 2009, *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz, Perpignan)*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen Basse-Normandie, 2 tomes, 822 p.
- Rougé L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maisons individuelle des familles modestes installées en périurbain toulousain. Les « captifs » du périurbain*, Thèse de doctorat en géographie et aménagement du territoire, Université de Toulouse II, 381 p.
- Vanier M., 2008, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'intercommunalité*, Paris, Anthropos, 160 p.